

**RAPPORT DE MAJORITÉ DE LA COMMISSION
chargée d'examiner l'objet suivant :****Motion Pierre Zwahlen et consorts - en faveur d'un examen périodique des droits humains****1. PREAMBULE**

La commission s'est réunie le 5 mai 2023 à Lausanne.

Elle était composée de Mesdames les Députées Laurence Bassin, Nathalie Jaccard, Sylvie Pittet Blanchette, Marion Wahlen, de Messieurs les Députés Pierre-François Mottier, Pierre Zwahlen, ainsi que du soussigné, Président et Rapporteur de majorité de la commission (en remplacement de Monsieur le Député Cédric Weissert).

Madame Christelle Luisier, Présidente du Conseil d'Etat, Cheffe du Département des institutions, du territoire et du sport (DITS) a également participé à cette séance. Elle était accompagnée de Monsieur Aurélien Buffat, Chancelier d'Etat, Madame Delphine Magnenat, Adjointe du Chancelier et Conseillère juridique de la Chancellerie et Monsieur Théophile Von Buren, Responsable juridique départemental (SG-DITS).

Le secrétariat de la commission était assuré par Madame Fanny Krug, Secrétaire de commissions parlementaires au Secrétariat général du Grand Conseil.

La commission a répondu favorablement à la demande d'audition de l'équipe du projet « ILSP » (droit international et parlements cantonaux) de l'Université de Lausanne. Les personnes suivantes ont été entendues : M. Matthieu Niederhauser, Doctorant et Chercheur FNS à l'Institut d'études politiques (Université de Lausanne), Mme Delilah von Streng, Collaboratrice scientifique de l'Institut du Fédéralisme (Université de Fribourg).

Dans le cadre de cette audition, la commission a reçu les documents suivants :

- Présentation Power Point "Un examen périodique des droits humains dans le canton de Vaud?", Matthieu Niederhauser / Delilah von Streng, 5.5.2023
- "Le fédéralisme, une chance pour les droits humains", Université de Fribourg, publié le 9.11.2022
- Factsheet « Que font les cantons de leurs obligations internationales ».

La commission a aussi été nantie des documents complémentaires suivants :

- Courrier adressé par la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) dans le cadre du Troisième examen périodique universel (EPU) de la situation des droits de l'homme en Suisse: consultation des cantons du 23 novembre 2017, accompagné de la liste des 251 recommandations adressées à la Suisse (matrice des recommandations).
- Réponse du Canton de Vaud de 2017 à la consultation portée par la CdC « Troisième examen périodique universel (EPU) de la situation des droits de l'homme en Suisse ».

2. AUDITION

Courte présentation du contexte et des recherches (différentes pistes) autour de la question d'une évaluation périodique cantonale des droits humains, suivie d'un échange avec la commission.

M. Matthieu Niederhauser, Doctorant et Chercheur FNS à l'Institut d'études politiques (Université de Lausanne), et Mme Delilah von Streng est Collaboratrice scientifique de l'Institut du Fédéralisme, Université de Fribourg (anciennement Collaboratrice scientifique au Centre suisse de compétence pour les droits humains - CSDH). M. Niederhauser réalise un doctorat dans le cadre d'un projet de recherche du Fonds national suisse (FNS) sur le droit international et les parlements cantonaux. Il présente à la commission le projet qui amène à l'idée d'un examen périodique des droits humains dans le Canton de Vaud.

Présentation “Un examen périodique des droits humains dans le canton de Vaud?” **par M. Matthieu Niederhauser et Mme Delilah von Streng**

Le droit international et les cantons

Le projet part du principe que les traités internationaux, notamment relatifs aux droits humains, créent des obligations légales pour les cantons, et notamment pour les parlements cantonaux s'ils impliquent des changements législatifs. Les traités de droits humains contiennent souvent des dispositions qui entrent dans les compétences cantonales : formation, santé, action sociale, police, détention. Cela crée des défis car lorsqu'un nouveau traité des droits humains est ratifié et entre en vigueur en Suisse, 26 cantons et leurs autorités doivent agir pour faire en sorte que le cadre légal cantonal respecte le droit international.

Comment cela se passe-t-il dans la pratique ? Les cantons sont-ils au courant de ces obligations internationales qui les concernent ? Qui s'occupe dans le canton de la mise en œuvre ? Le projet de recherche vise à répondre à ces questions.

Deux cas d'études

La Convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (entrée en vigueur pour la Suisse en 2018) et la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées (entrée en vigueur pour la Suisse en 2014). Des documents ont été analysés et plus de 80 entretiens avec des membres des administrations fédérales et cantonales, des députées et députés, des membres de la société civile ont été réalisés.

Résultats

- Pas de procédure claire de mise en œuvre des traités internationaux au niveau cantonal (procédure parfois top-down, le plus souvent la mise en œuvre est très hétérogène)
- Processus lancés parfois par l'administration, parfois par des députées et députés
- Mise en œuvre un peu artisanale
- Mise en œuvre hétérogène, dépendant des contextes et acteurs cantonaux
- Niveaux de protection différents d'un canton à l'autre

Intérêt d'un examen périodique

- Selon les recherches, ce qui limite la mise en œuvre est souvent un manque d'information dans les cantons
- Nombreux acteurs concernés en fonction des sujets (par exemple la Convention d'Istanbul sur les violences domestiques concerne en premier lieu les Bureaux de l'égalité cantonaux mais aussi la police, des acteurs de la santé, de l'instruction publique, les services sociaux et tous les membres de ces administrations ne sont pas des spécialistes en droits humains).
- Actions par mimétisme (souvent les grands cantons agissent en premier puis sont imités par de plus petits cantons).
- Grands cantons souvent pionniers
- Un examen périodique des droits humains dans le Canton de Vaud permettrait à tous les acteurs d'avoir une meilleure vue d'ensemble
- Un tel examen apporterait aussi une meilleure protection pour les bénéficiaires des droits humains

- Un tel processus pourrait aussi encourager d'autres cantons à mettre en œuvre les mesures considérées comme un succès dans le Canton de Vaud
- Avec un tel examen, le Canton de Vaud pourrait jouer un rôle de pionnier dans le domaine des droits humains

Un examen périodique des droits humains sur le territoire vaudois – quel est l'intérêt?

- Droits humains = valeurs fondamentales
- Mise en œuvre des droits humains par les cantons (les cantons ont un intérêt de savoir où en est la mise en œuvre au niveau des cantons)
- Intérêt d'avoir une vue d'ensemble dans le domaine des droits humains
- Il est devenu plus compliqué de garder cette vue d'ensemble ces dernières années/décennies :
 - Les obligations en matière de droits humains sont traditionnellement plutôt négatives (l'Etat doit s'abstenir de certaines actions) ; plus récemment, elles sont devenues plutôt « positives » (par exemple, obligation de l'Etat de mettre suffisamment de places à disposition dans les refuges pour les victimes de violence domestique)
 - La réalisation des obligations en matière de droits humains implique plusieurs acteurs. Cela peut créer des difficultés de coordination et implique un besoin de clarification des compétences.
- Dans cette optique, un examen périodique des droits humains pour le canton de Vaud pourrait être bénéfique. Il permettrait d'avoir une meilleure vue d'ensemble, de faire un bilan régulier pour comprendre où des progrès ont été réalisés et où des difficultés existent en matière de droits humains.

L'idée proposée dans la motion paraît souhaitable. A noter également que :

- Très souvent, les droits humains trouvent leurs bases dans les accords internationaux (obligations internationales). La Confédération est liée par ces accords mais ce sont les cantons qui les mettent en œuvre. La Confédération a le devoir de transmettre les informations (rapports) aux organes internationaux sur la mise en œuvre des obligations (progrès, difficultés). Ce sont toutefois les cantons, et non la Confédération, qui disposent de ces informations.
- Accords internationaux relatifs aux droits humains:

Confédération	Cantons
fournit les informations aux organes internationaux et assure le suivi de leurs recommandations	mettent en œuvre les obligations et recommandations; disposent des informations

Source tableau : Présentation Power Point “Un examen périodique des droits humains dans le canton de Vaud?”, Matthieu Niederhauser / Delilah von Streng, 5.5.2023

D'où le besoin de communication et de coordination entre ces deux niveaux. Cette situation a créé, dans le passé, des difficultés voire des frustrations des deux côtés. Plusieurs études du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) l'ont démontré.

A titre d'exemple, la Confédération envoie un questionnaire aux cantons pour obtenir des informations concernant une convention sur les droits humains ; le délai est court et parfois les cantons n'ont pas le temps de récolter toutes les données spécifiques demandées. Par conséquent, la Confédération ne dispose pas de toutes les informations nécessaires pour la rédaction du rapport qu'elle doit fournir. Avec pour effet de créer une représentation incomplète, voire fausse, dans son rapport destiné à l'international.

Résumé:

- Vue d'ensemble complète pour le Canton : Le Canton doit collecter des informations/données sur la mise en œuvre des conventions internationales et les transmettre à la Confédération. Si le Canton de Vaud introduisait un examen périodique des droits humains, il collecterait et disposerait de toutes ces informations, de manière systématique et complète.
- Facilitation de la collaboration avec la Confédération : avec cet examen périodique, la transmission d'informations avec la Confédération sera plus efficace et pourrait diminuer les tensions observées dans le passé.
- Cela conduira aussi à une meilleure représentation du Canton de Vaud sur le plan international.
- L'introduction d'un tel examen périodique par le Canton de Vaud pourrait être une source d'inspiration pour toute la Suisse.
- Si plusieurs cantons introduisaient un examen périodique des droits humains, ils disposeraient tous d'une vue d'ensemble en matière de droits humains. Cela permettrait :
 - Partage de bonnes pratiques
 - Échange d'expertise et d'expériences

Les 26 cantons suisses sont liés par les mêmes conventions internationales. Parfois ils ont des manières différentes de les mettre en œuvre ; c'est un immense potentiel offert par le fédéralisme en matière de droits humains.

A noter aussi que le Canton de Genève a une disposition constitutionnelle prévoyant un examen périodique des droits humains sur le territoire du canton. Dans les Cantons du Valais et du Tessin, l'intérêt a été exprimé pour une plateforme d'échanges avec d'autres cantons en matière de droits humains.

- **Conclusion :** *Un examen périodique des droits humains dans le Canton de Vaud serait bénéfique pour le Canton. Il permettrait d'avoir une vue d'ensemble plus systématique et plus complète concernant la mise en œuvre des droits humains. Il serait aussi une opportunité pour collecter les informations que le Canton doit de toute façon fournir à la Confédération pour la rédaction des rapports aux organes internationaux. Si plusieurs cantons introduisaient un tel examen périodique, cela offrirait la possibilité d'installer un mécanisme d'échanges/une plateforme de partage de bonnes pratiques, pour pouvoir profiter de l'expertise d'autres cantons et ainsi de la diversité du fédéralisme.*

Plus d'informations¹

¹ Extrait Présentation Power Point "Un examen périodique des droits humains dans le canton de Vaud?", Matthieu Nieder / Delilah von Streng, 5.5.2023

Plus d'informations:

- Mise en œuvre des recommandations internationales en matière de droits humains au sein d'un Etat fédéral, CSDH, 2012 : <https://skmr.ch/fr/publications-documentations/studien-gutachten/die-umsetzung-internationaler-menschenrechtsempfehlungen-im-f%C3%B6deralistischen-staat>
- L'examen périodique universel (EPU) des droits humains en Suisse, Un bilan provisoire de la situation des droits humains en Suisse, CSDH, 2018 : <https://skmr.ch/fr/publications-documentations/bucher-broschuren/die-periodische-%C3%BCberpr%C3%BCfung-der-menschenrechtslage-der-schweiz>
- Les atouts du fédéralisme pour les droits humains, CSDH, 2022 : <https://skmr.ch/fr/publications-documentations/abschlusspublikation/test>
 - Avec recommandation h, page 56 : *Confédération et cantons organisent régulièrement un « EPU suisse » lors duquel ils examinent tour à tour la situation des droits humains d'un certain nombre de cantons. »*

Questions/réponses

Quel est l'état de la mise en œuvre de l'article constitutionnel à Genève sur un examen périodique des droits humains?

L'art. 42 de la Constitution de la République et canton de Genève (Cst-GE) du 14 octobre 2012 prévoit une évaluation périodique indépendante². Pour l'instant, cette disposition n'a pas été concrétisée dans la pratique. La société civile a rédigé elle-même une évaluation (une fois), pour encourager cette démarche.

Concernant la situation genevoise, un office a été créé en 2008 (soit avant le CSDH - Centre suisse de compétence pour les droits humains), mais il a été fermé en 2013. Le Grand Conseil du Canton de Genève dispose d'une Commission des droits humains depuis 2001, décrite comme unique en Suisse en 2008. Pourquoi l'office créé en 2008 a été fermé en 2013 ?

Les personnes auditionnées n'ont pas d'information complémentaire à ce sujet.

Concernant la mise en place d'un examen périodique des droits humains à l'échelle cantonale, quelle est l'ampleur du travail, comment ce mécanisme sera mis en place, par qui et selon quelle périodicité?

C'est au Canton de décider des modalités de mise en place de cet examen périodique. Cela dépend de la manière dont les administrations cantonales sont structurées (il existe peut-être déjà un «point focal» ou un département en charge de transmettre les informations à la Confédération). Dans le cadre de la transmission d'informations pour la rédaction des rapports aux organes internationaux, il y aurait aujourd'hui beaucoup de perte d'information d'un examen à l'autre. L'idée serait de systématiser l'examen périodique au niveau cantonal, ce qui serait bénéfique pour tous les acteurs. Dans le contexte des accords internationaux, l'Examen périodique universel (EPU-Nations Unies) a lieu tous les 5 ans.

3. POSITION DU MOTIONNAIRE

Le motionnaire relève que les droits humains sont des valeurs fondamentales reconnues au niveau mondial avec la Déclaration universelle des droits de l'homme à l'échelon des Nations Unies depuis 1948. En Europe, le Conseil de l'Europe, dont la Suisse fait partie, a mis en place une Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, qui est aussi une référence pour notre pays.

L'Examen périodique universel (EPU), au niveau des Nations Unies, a lieu tous les 5 ans en général. C'est un examen réalisé par les pairs (d'autres pays évaluent la situation en Suisse).

A l'échelon cantonal, on pourrait imaginer un dispositif semblable, avec d'autres cantons qui évaluent la situation vaudoise sur la base d'une évaluation réalisée par le Canton de Vaud.

L'intérêt de ces évaluations périodiques est d'avoir un état des lieux de la question. Au fil du temps, elles permettent de répondre aux recommandations issues de ce travail.

Le Conseil fédéral a adopté le 4^e rapport sur la mise en œuvre des droits humains en Suisse en septembre 2022³. Dans son communiqué de presse, le Conseil fédéral indiquait que l'Examen périodique universel (EPU) est un important mécanisme de suivi de la situation des droits humains dans le monde et que son rapport offre un aperçu de la situation des droits de l'Homme en Suisse qui est très bonne dans l'ensemble. Le Conseil fédéral s'est aussi efforcé de répondre à toute une série de recommandations que la Suisse avait acceptées lors du rapport précédent (5 ans auparavant) et ainsi de suivre des dossiers et montrer les évolutions dans le pays. Plusieurs exemples concernent nos réalités cantonales: droit d'asile, protection contre la violence domestique, égalité de traitement des personnes de différentes orientations sexuelles, etc.

La Suisse met d'ailleurs en place cette année une institution nationale des droits humains (INDH) indépendante (Ndlr l'Institution suisse des droits humains (ISDH)). Cette institution nationale remplace le Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH).

² cf Art. 42 Évaluation: La réalisation des droits fondamentaux fait l'objet d'une évaluation périodique indépendante.

³ cf *Quatrième rapport national de la Suisse pour l'Examen périodique universel*, Berne, 23.9.2022

En introduisant un examen périodique des droits humains, le Canton de Vaud ferait œuvre de pionnier. En effet, Genève n'a pas encore concrétisé sa disposition constitutionnelle pour une évaluation périodique indépendante, le Tessin et le Valais cherchent à mettre sur pied des plateformes d'échanges entre cantons sur les droits humains, et Bâle-Ville est pionnier dans le suivi et les droits des personnes en situation de handicap.

Le Canton de Vaud devrait mettre sur place un dispositif que le motionnaire ne souhaite pas lourd, mais efficient. Ce dispositif doit être à vocation transversale car les droits de la personne recouvrent des groupes très différents de notre société vaudoise. Il s'agirait sans doute de faire un travail interdépartemental, de travailler avec des partenaires de la société civile, avec les actrices et acteurs concernés. Cette manière de travailler va dans le sens de ce que le gouvernement vaudois fait aujourd'hui (exemple de la durabilité, avec l'Agenda 2030). Il s'agirait de faire en sorte que nous puissions évoluer de la meilleure manière dans l'application des droits humains, tels qu'ils sont reconnus sur le plan européen en particulier.

Des explications complémentaires figurent dans le texte de la motion. A son origine, il y a eu la Conférence « Une évaluation périodique des droits humains par les cantons ? » qui s'est tenue à Berne début novembre 2022, en présence de nombreux acteurs. Le motionnaire a été convaincu de la démarche et est d'avis que le Canton de Vaud peut être un exemple pour l'ensemble du pays.

4. POSITION DU CONSEIL D'ETAT

La Conseillère d'Etat est familière avec les questions liées aux droits humains.

Pour elle, si sur le fond, le raisonnement présenté est imparable, la question est de savoir si la méthode préconisée est la bonne à l'échelle d'un Canton. Pour elle, c'est cet élément-là qui fait que cette motion ne peut pas être soutenue.

La Confédération elle-même n'est pas favorable à un tel mécanisme d'audit. La Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) y est également défavorable en particulier car il s'agirait d'alourdir de manière très forte le fardeau administratif qui pèse sur les épaules cantonales par rapport au résultat attendu. Cette position s'applique tant à l'outil qu'à l'échelle à laquelle il serait pratiqué.

Pour rappel, la CdC est la seule Conférence intercantonale qui rapporte les positions des gouvernements cantonaux. Elle est l'organe de coordination intercantonale pour les démarches liées au rapport de la Suisse dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU).

Actuellement, la préparation des rapports à l'attention des organes onusiens représente déjà une charge de travail importante pour l'administration. Le rapport de la Suisse pour l'EPU ne peut pas relater en détail l'état de la législation et la pratique en matière de droits humains dans les 26 cantons; on n'est pas dans ce degré de détail. Si l'outil aujourd'hui n'est pas optimal, il est possible de l'améliorer. Mais refaire le travail à l'échelle cantonale paraît disproportionné à la Conseillère d'Etat.

La Suisse a des obligations qui se traduisent par le fait que les Cantons sont associés à la procédure de rédaction des rapports rendus par la Suisse. Une coordination est réalisée entre la Confédération et les cantons. Cette coordination passe par l'intermédiaire de la CdC.

Le DFAE informe continuellement les gouvernements cantonaux de l'avancée des démarches, tant dans la procédure d'élaboration du rapport national qu'en ce qui concerne l'évaluation des recommandations. Il collabore étroitement avec les Conférences des directeurs pour les recommandations thématiques. Les 26 gouvernements cantonaux décident s'ils acceptent ou refusent les recommandations dans le cadre de la CdC (pour le dernier rapport, 90 recommandations sur 317 relevaient des compétences cantonales). Sur la forme, ce système paraît juste à la Conseillère d'Etat. Cela ne veut pas dire qu'il est optimal dans le fonctionnement et il est toujours possible de mieux faire dans le cadre actuel, notamment en matière de transfert d'informations.

Mais de faire un EPU supplémentaire reviendrait à faire une démarche additionnelle au niveau cantonal par rapport à ce qui existe déjà, et cela paraît disproportionné à la Conseillère d'Etat.

Sur le plan interne, et indépendamment des rapports effectués avec la Confédération, il existe des moyens de contrôle interne à l'administration cantonale vaudoise. Ainsi par exemple, le Département de la santé et de l'action sociale (DSAS) a développé des outils de monitoring pour s'assurer de la régularité des pratiques en matière de droits humains: sur les PLAFAs (placement à des fins d'assistance), monitoring sur le droit des patientes et des patients par le CHUV, etc. D'autre part, plusieurs autorités administratives ont été créées dans

le but de veiller au respect des droits fondamentaux: le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH), l'Autorité de protection des données et de droit à l'information. S'agissant du contrôle abstrait, il existe dans le Canton de Vaud un contrôle juridictionnel sous l'angle des droits humains (contrôle abstrait par la Cour constitutionnelle, contrôle concret des décisions par les différentes instances de recours). A cela s'ajoutent les droits accordés aux parlementaires, notamment en matière de Commission de gestion.

Pour la Conseillère d'Etat, les outils à disposition sont les outils adéquats. La forme est adéquate, même s'il est possible de perfectionner potentiellement la qualité de l'information donnée dans le cadre de la CdC en vue du rapport de la Suisse (EPU). Elle préférerait que des démarches soient faites pour optimiser ce processus plutôt que d'ajouter un nouveau processus.

L'examen périodique a aussi ses limites. Cette procédure consiste, pour l'Etat soumis au contrôle de ses pairs, à leur remettre un rapport sur ses réalisations en faveur des droits humains et à se soumettre à une séance d'audition, durant laquelle il répond aux interrogations suscitées par ses pratiques en la matière. Des recommandations lui sont aussi délivrées. Pour la Conseillère d'Etat, les moyens internes énumérés en termes de contrôle et d'inputs paraissent presque plus efficaces pour faire avancer les pratiques en matière de droits humains. Les audits et recommandations existent déjà sur le plan fédéral et ajouter un système cantonal ne lui paraît pas être une bonne idée, tout en rappelant son attachement et celui du Conseil d'Etat au respect des droits humains.

5. DISCUSSION GENERALE

Le motionnaire comprend le souci d'un dispositif qui apparaîtrait comme lourd. Il pense néanmoins que notre Canton a tout à gagner à avoir un système de « radar » qui permette d'identifier les difficultés et de les corriger s'il y a lieu. Il ne pense pas que ce système exige des moyens excessifs et disproportionnés. Selon le tableau brossé par les chercheuse et chercheur qui examinent l'application des mécanismes d'examen des droits humains, le système actuel avec la CdC présente quelques lacunes. Il est difficile pour la CdC d'avoir la vue d'ensemble ; elle est dépendante d'informations partielles que lui transmettent les cantons. Par cette motion, il est simplement demandé un processus permettant de veiller à l'évolution de la situation dans le meilleur des sens, au nom des valeurs portées par l'Etat de Vaud au respect des droits de la personne.

Une députée relève, comme l'a dit le motionnaire, que le Conseil fédéral indiquait que la situation des droits de l'Homme en Suisse est très bonne dans l'ensemble. Quant à la Conseillère d'Etat, elle a mentionné que la CdC ne souhaite pas un examen périodique au niveau cantonal. La députée fait part de sa crainte de créer des doublons. Le système actuel fonctionne aujourd'hui. Elle doute qu'il nécessite d'être changé, éventuellement pourrait-il être amélioré. Au-delà de l'alourdissement de la charge de travail, il manque des informations sur le coût et la mise en place du système proposé par la motion, et sur la périodicité d'un tel examen périodique. A ce stade, la députée indique qu'elle ne peut pas accepter cette motion comme telle.

Un autre député indique qu'il ne pourra pas entrer en matière sur cette motion. Si la motion est partie d'un bon fondement – et les droits humains lui sont chers - il craint qu'elle soit une fausse bonne idée, une usine à gaz. Elle induira des analyses et statistiques supplémentaires, et semble trop compliquée à mettre en œuvre au vu de ce qui est déjà fait. Il est d'avis que la Confédération semble gérer le processus existant de manière juste et professionnelle. Le député relève aussi l'arrêt du mécanisme que le Canton de Genève a essayé de créer.

A ce sujet, une députée est d'avis qu'il aurait été utile de comprendre les raisons de la fermeture de l'office qui avait été créé à Genève.

Selon le tableau brossé lors de l'audition, il manque une vue d'ensemble complète du Canton. Une députée demande quels sont les arguments de la CdC contre la création d'un examen périodique des droits humains à l'échelon cantonal. Elle demande aussi quels types d'informations sont transmises actuellement à la Confédération. Comme il manquerait des informations à transmettre, le mécanisme cantonal proposé par la motion pourrait être facilitateur (clarification).

Pour le motionnaire, il serait utile de connaître comment actuellement le Canton répond aux questionnaires de la CdC et de la Confédération. Pour comprendre le fonctionnement transversalement.

Le Chancelier d'Etat explique que la réponse du Canton se fait sous forme de rapports écrits et indique que le questionnaire pourra être transmis à la commission. L'Office des affaires extérieures est en lien permanent avec la CdC et le processus d'examen périodique des droits humains.

Le motionnaire se réjouit de prendre connaissance du rapport qui a permis à la CdC d'évaluer la situation dans le Canton de Vaud. Il aurait apprécié apprendre que l'élaboration de ce rapport soit collective et associe les différents secteurs de l'administration, voire des organismes spécialisés issus de la société civile. En l'état, pour le motionnaire, il semble que le dispositif ne soit pas tout à fait consolidé. Il est d'avis que le Canton de Vaud a tout intérêt à consolider sa veille sur la situation des droits humains pour le territoire vaudois, en tous cas de la réexaminer.

Le motionnaire se dit prêt à ne pas demander immédiatement une modification légale mais à demander que la proposition soit examinée sous la forme d'un postulat, afin d'avancer.

Une députée indique être surprise que la lourdeur administrative soit opposée aux droits humains. Si sur cette question des droits humains, le Canton de Vaud ne fait pas partie des mauvais élèves, il n'est pas non plus les premiers de la classe. Il convient donc de tout mettre en œuvre pour apporter des améliorations. La commissaire salue l'initiative du motionnaire de transformer éventuellement sa motion en postulat pour avancer et ne pas mettre sa proposition au placard.

En complément de l'information donnée sur le rapport, l'Adjointe du Chancelier et Conseillère juridique de la Chancellerie explique que chaque service est sollicité pour sa matière propre et renseigne directement au niveau du DFAE où l'information est consolidée. Des contacts réguliers ont lieu avec les services pour autant qu'il y ait des besoins (approche par thématique et non par droits humains dans leur ensemble). Par exemple, le Bureau de l'égalité entre les femmes et les hommes (BEFH) rapporte directement au Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG), la déléguée cantonale pour les questions LGBTIQ renseigne sur le respect de ces droits auprès du DFAE. A noter aussi que le Service des affaires culturelles (SERAC) traite dans son rapport annuel de la question des droits humains. D'autre part, le DFAE va porter le financement de la nouvelle Institution nationale des droits humains (INDH) constituée le 23 mai 2023. Au moment de la séance, certains paramètres de la nouvelle INDH ne sont pas encore connus (ses missions, les critères, et ses liens avec les cantons). Des précisions seront très probablement apportées à partir du 23 mai 2023.

Le motionnaire remercie pour ces précisions qui montrent que plusieurs services participent à cette évaluation. Il se réjouit de voir le résultat de la dernière évaluation.

A l'issue de la séance, la commission a reçu comme complément d'information, le courrier adressé par la CdC dans le cadre du Troisième examen périodique universel (EPU) de la situation des droits de l'homme en Suisse: consultation des cantons du 23 novembre 2017, accompagné de la liste des 251 recommandations adressées à la Suisse (matrice des recommandations). Elle a aussi reçu la réponse du Canton de Vaud de 2017 à la consultation portée par la CdC « Troisième examen périodique universel (EPU) de la situation des droits de l'homme en Suisse ». La commission a été informée que la réponse du Canton de Vaud a été intégrée à la prise de position consolidée de la CdC et que par la suite, le Conseil fédéral a adopté sa prise de position officielle sur l'ensemble des 251 recommandations.

Concernant l'EPU de 2023, la commission a été informée qu'en raison des courts délais, la CdC a renoncé à une consultation formelle des gouvernements cantonaux mais a réalisé directement par son secrétariat une analyse technique des recommandations. Elle a ensuite soumis à son Assemblée plénière des propositions de réponse et d'appréciation sur ces recommandations. Dès lors, le Canton de Vaud n'a jamais été formellement consulté sur ces recommandations ce qui explique l'absence de document à transmettre à la commission pour cet exercice.

6. VOTE DE LA COMMISSION

Au terme de la discussion, le motionnaire confirme sa demande de transformer sa motion en postulat.

Transformation de la motion en postulat (avec l'accord du motionnaire)

La commission recommande au Grand Conseil de ne pas prendre en considération la motion transformée en postulat et de ne pas la renvoyer au Conseil d'Etat par 4 voix contre 3 et 0 abstention.

Un rapport de minorité est annoncé par Mme Pittet Blanchette

Gilly, le 4 septembre 2023.

Le rapporteur de majorité :

Denis Dumartheray

Annexes :

- “Le fédéralisme, une chance pour les droits humains”, Université de Fribourg, publié le 9.11.2022
- Compléments d’information transmis par la Chancellerie le 29.6.2023 : Courrier adressé par la CdC dans le cadre du Troisième examen périodique universel (EPU) de la situation des droits de l’homme en Suisse : consultation des cantons du 23 novembre 2017, accompagné de la liste des 251 recommandations adressées à la Suisse (matrice des recommandations).

Droits humains Publié le 09.11.2022

Le fédéralisme, une chance pour les droits humains ?

Les cantons suisses sont responsables de nombreux domaines liés aux droits humains – de la police à l'éducation et à la protection sociale. Ainsi, la mise en œuvre nationale des traités internationaux relatifs aux droits humains, tels que la Convention contre la torture, relève également souvent de leur responsabilité. Cependant, ils sont représentés par le gouvernement fédéral au niveau international, et en particulier lors des procédures de rapport sur les traités internationaux relatifs aux droits humains. Cela nécessite une communication et une coordination considérables entre les différents niveaux de gouvernement, ce qui entraîne parfois des difficultés. Mais la structure fédérale de l'État pourrait-elle être aussi une chance pour les droits humains ? Le fédéralisme pourrait-il améliorer la mise en œuvre des droits humains en Suisse ?

C'est dans cette optique que l'idée d'un examen par les pairs en matière des droits humains pour les cantons suisses a été présentée à Berne le 3 novembre 2022. L'idée est tirée de la publication finale du Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH) (<https://skmr.ch/fr/publications-documentations/abschlusspublikation/test>) et s'inspire de la procédure d'examen périodique universel du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. Dans le cadre de cette procédure, les États membres de l'ONU s'évaluent mutuellement en ce qui concerne la situation des droits humains dans leur État et formulent des recommandations pour l'améliorer. En transposant cette procédure au niveau national, les cantons suisses s'évalueraient mutuellement et pourraient notamment partager les meilleures pratiques et échanger sur des difficultés communes. En outre, des informations précieuses pour les procédures de rapport sur les traités internationaux relatifs aux droits humains seraient recueillies. Enfin et plus largement, en réalisant ce projet, la Suisse pourrait être pionnière dans la mise en œuvre d'une protection des droits humains à plusieurs niveaux.

Lors de cet événement, organisé conjointement par l'IFF, le CSDH et une équipe de recherche FNS de l'Université de Lausanne, des représentants des cantons, du gouvernement fédéral, du monde universitaire et de la société civile ont discuté de l'idée d'un examen par les pairs en matière des droits humains en Suisse. La proposition a suscité un large intérêt et a donné lieu à des discussions animées.

Pour de plus amples informations et pour toute initiative de projet, veuillez contacter Delilah von Streng (<mailto:delilah.vonstreng@unifr.ch>), collaboratrice scientifique à l'Institut du fédéralisme.

Aux gouvernements cantonaux

Berne, le 23 novembre 2017

Troisième examen périodique universel (EPU) de la situation des droits de l'homme en Suisse : consultation des cantons

Madame la Présidente de gouvernement,
Monsieur le Président de gouvernement,
Madame la Conseillère d'État, Monsieur le Conseiller d'État,

Par courrier du 29 juin 2017, nous vous avons informé du troisième examen universel (EPU) de la situation des droits de l'homme en Suisse (*Universal Periodic Review UPR*).

Le 9 novembre 2017, le rapport du Conseil fédéral sur la situation des droits de l'homme en Suisse, adopté le 28 juin 2017, a été présenté au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève. La Suisse s'est alors vue adresser 251 recommandations. Les offices fédéraux concernés et le Secrétariat de la CdC, en accord avec les secrétariats des conférences des directeurs concernées (CCDJP, CIDP, CDAS, CDS et CSDE), avaient jusqu'au 10 novembre pour remettre une première prise de position. Les représentants des cantons sont parvenus à imposer la plupart de leurs positions et ils ont obtenu qu'aucune recommandation relevant de leur compétence et méritant, selon eux, d'être rejetée, ne soit adoptée directement.

Réunie le 14 octobre 2017 à Genève, la délégation suisse a accepté 121 recommandations parce qu'elles portaient sur des engagements préalables ou des mesures en cours de réalisation. 67 d'entre elles ont été à l'inverse rejetées d'emblée. Les 63 recommandations restantes ont été laissées « ouvertes » pour faire l'objet d'une analyse et de discussions approfondies.

Kontaktperson | Contact
Luca Gobbo

Kontakt Daten | Coordonnées
l.gobbo@kdk.ch

Referenz | Référence
BF-4474-20171123_UPR_Konsultation_Kantone

Haus der Kantone
Maison des cantons

Speichergasse 6 | Postfach | CH-3001 Bern
Speichergasse 6 | Case postale | CH-3001 Berne

mail@kdk.ch | www.kdk.ch
mail@cdc.ch | www.cdc.ch

t + 41 (0) 31 320 30 00
f + 41 (0) 31 320 30 20

Par courrier du 17 novembre 2017, la Direction politique du DFAE et l'Office fédéral de la justice ont invité officiellement la CdC à prendre position sur les recommandations retenues en vue d'un examen approfondi et qui touchent à des compétences cantonales.

Nous vous serions par conséquent reconnaissants de nous envoyer par courrier électronique (mail@kdk.ch) votre position sur les recommandations ouvertes qui touchent à des compétences cantonales, au plus tard jeudi 18 janvier 2018.

Voici les critères à prendre en compte :

- Les recommandations ouvertes (surlignées en gris) sont détaillées dans le tableau Excel ci-joint. Les recommandations qui concernent les cantons sont surlignées en jaune. Il s'agit de 21 recommandations.
- Le rejet d'une recommandation doit être motivé dans la dernière colonne du tableau Excel. Les commentaires peuvent naturellement être rédigés dans l'une des trois langues officielles ; le Secrétariat CdC se chargera de les faire traduire en anglais.

Si vous le souhaitez, vous pouvez commenter l'adoption ou le rejet de certaines recommandations. Celles qui ont été acceptées sont surlignées en vert dans le tableau Excel ci-joint, les recommandations rejetées sont surlignées en rouge.

Une fois les réponses compilées, le Bureau du 9 février 2018 approuvera une prise de position consolidée des cantons. Il faudra pour cela que la compétence lui en soit déléguée par l'Assemblée plénière du 22 décembre 2017.

Vous serez informés fin février 2018 de l'adoption de la prise de position officielle par le Conseil fédéral.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos cordiales salutations.
Conférence des gouvernements cantonaux



Benedikt Würth, conseiller d'État
Président



Sandra Maissen
Secrétaire générale

Annexes

- Courriel du DFAE du 17 novembre 2017
- Courrier de la Direction politique DFAE et de l'OFJ du 17 novembre 2017
- Rapport préliminaire de l'ONU sur l'examen périodique
- Excel : matrice des recommandations

Copie :

- CDAS
- CDS
- CCDJP
- CDIP
- CSDE

3. UPR der Schweiz				
	Recommendation	Office	Measure	Comment
6.1	Expedite the ratification of the Istanbul Convention preventing and combating violence against women and domestic violence (Sierra Leone #3);	BJ		
6.2	Speed up the approval process, by the Federal Parliament, of the Convention of the Council of Europe on Prevention and Combat Against Women and Domestic violence (Istanbul Convention) and take the measures to promote women's rights (Georgia #1);	BJ / EBG		
6.3	Ratify without delay the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence (Andorra #1);	BJ		
6.4	Ratify the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence, which was signed in 2013 (Belarus #1);	BJ		
6.5	Ratify the Council of Europe Convention on preventing and combating violence against women and domestic violence (Council of Europe Istanbul Convention) (Italy #1 / Spain	BJ		
6.6	Continue efforts made to put an end to discrimination against women as well as to all forms of violence against women, including domestic violence, and to accelerate ratification of the Istanbul Convention (Tunisia #2);	BJ / DV		
6.7	Consider establishing a national mechanism for the elaboration of reports and the follow up to recommendations (Tunisia #1);	BJ / DV		
6.8	Establish a national mechanism to follow up on recommendations (Uruguay #3);	BJ (AMS)		
6.9	Introduce structured coordination between the Confederation, the cantons and civil society in regards to the implementation of UPR recommendations, to ensure all parts of the Swiss governing system are informed about human rights issues (New Zealand #2);	BJ / DV		
6.10	Facilitate the effective coordination between the Confederation, the cantons and civil society in relation to follow up on UPR, treaty bodies and special procedures recommendations (Panama #3);	BJ		
6.11	Continue its efforts to establish a national human rights institution in accordance with the Paris Principles (Sudan #1);	BJ		
6.12	Continue to progress the establishment of an independent, Paris Principles-compliant, national human rights institution (Australia #1);	BJ		
6.13	Reconsider establishing an independent National Human Rights Institution in accordance with the Paris Principles (Ukraine #1);	BJ		
6.14	Continue ongoing efforts to establish a national human rights institution and ensure the provision of the necessary resources to such an institution (Malaysia #1);	BJ		
6.15	Facilitate effective coordination between the Confederation, cantons and civil society to ensure the compatibility of popular initiatives with its obligations under international human rights (Republic of Korea #1);	BJ / DV / BK		
6.16	Consider ways to ensure the outcomes of popular referenda can be implemented in a manner consistent with the international human rights treaties to which Switzerland is a party	BJ (DV)		
6.17	Strengthen its mechanisms for ensuring that the compatibility of citizen's initiative with the obligations arising from international human rights instruments to which Switzerland is a party, is subject to some form of check before such initiatives are put to the vote (Belgium	BJ / DV / BK		
6.18	Continue its efforts aimed at ensuring the compatibility of popular initiatives with international human rights standards and fundamental rights contained in the Constitution	BJ / DV / BK		
6.19	Install mechanisms to ensure the compatibility of popular initiatives with Switzerland's human rights commitments (Norway #2);	BJ / DV / BK		
6.20	Step up its efforts to ensure the promotion and protection of human rights in a more harmonized fashion across its territory (Cabo Verde #1);	BJ / AMS		
6.21	Strengthen efforts to overcome the bottlenecks that slow down the process of implementation of the country's international obligations in the field of human rights (Italy #3);	BJ		
6.22	Include in its next UPR report information on measures it has taken to implement article 261bis of its criminal code in particular on combating denial, trivialisation or attempts to justify genocide or other crimes against humanity (Rwanda #1);	AMS / FRB für Umsetzung Art. 261bis / EKR		
6.23	Maintain the provisions of article 261bis of the Criminal Code, in particular the ones providing for liability in cases of denial, trivialization or seeking justification for genocide or other crimes against humanity (Armenia #1);	BJ		
6.24	Promote inter-ethnic dialogue and tolerance, particularly at the cantonal and communal levels (Poland #2);	Kt. / FRB		

6.25	Further strengthen its engagement in the promotion of prevention of atrocities by undertaking efforts to prevent atrocities at the national level since history shows that no country is immune to atrocities (Netherlands #2);	AMS / DV		
6.26	Continue the enhancement of Switzerland's effort to conduct interfaith dialogue and the promotion of religious tolerance in partnership with civil society organizations (Indonesia #1);	Kt. (SEM / BJ)		
6.27	Take necessary measures against all forms of discrimination and to maintain its efforts to raise awareness on this issue (Turkey #2);	BJ (ÖffR)		
6.28	Conduct broad and systematic awareness-raising activities to combat stigmatization, clichés, stereotypes and prejudices faced by non-Swiss nationals (Albania #2);	FRB (SEM, Kt.)		
6.29	Conclude without delay the process of revising the Equality Act (Central African Republic #1);	BJ		
6.30	Consider enacting a law against racial discrimination and continue efforts to put an end to racism and hate speech (Tunisia #4);	BJ / FRB (EKR)		
6.31	Conduct a more active policy against racial discrimination and xenophobia, including the adoption of a clear and comprehensive definition of racial discrimination (Kyrgyzstan #1)	FRB / BJ / Kt.		
6.32	Continue efforts to combat discrimination and intolerance, in particular with regard to migrant workers (Morocco #1);	SEM / Seco		
6.33	Take additional measures to combat stigmatization and stereotyping, including through awareness raising initiatives and to respond to instances of racist remarks or acts by high level public officials (State of Palestine #1);	Kt. / FRB		
6.34	Adopt measures to eliminate all forms of racial discrimination, xenophobia and religious intolerance (Sudan #3);	FRB / Kt.		
6.35	Enhance measures to effectively and comprehensively combat racism, discrimination and xenophobia, including by addressing the problems faced by migrants, especially migrant workers, and ensuring integration of migrants in the local community and labour market	FRB / Kt. / SEM		
6.36	Continue their efforts to address the concerns especially in the fields of combating racism, discrimination, xenophobia, Islamophobia and the protection of the members of more fragile groups such as migrants (Turkey #1);	FRB / Kt. (BJ)		
6.37	Continue its efforts to combat racial discrimination, xenophobia and racism (Burundi #1);	FRB / Kt.		
6.38	Combat and address acts of racial hatred (South Africa #1);	Kt. / FRB / EKR		
6.39	Continue efforts related to combating racist and religious hate speech (Libya #2);	Kt. / EKR		
6.40	Continue to implement initiatives that combat hate speech and foster mutual respect between communities (Singapore #2);	FRB		
6.41	Establish a national action plan to combat racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance consistent with the provisions of the Durban Declaration and Programme of Action (South Africa #2);	Kt. / FRB / EKR		
6.42	Continue to conduct broad awareness-raising campaigns to combat negative attitudes against vulnerable groups as well as to react to racist statements or actions (Uzbekistan #1);	BJ		
6.43	Carry out systematic campaigns to combat racist and xenophobic stereotypes, including those against non-citizens (Cuba #2);	Kt. / FRB / SEM		
6.44	Carry out broad and systematic awareness-raising campaigns to combat stigmatization, generalization, stereotypes and prejudice against non-citizens (Guatemala #5);	FRB / Kt. / SEM		
6.45	Provide training to security forces, prosecutors, judges, and social workers, to prevent discrimination based on sexual orientation and gender identity (Israel #2a)	Kt. / BSV		
6.46	Assess the success of the 2014-2017 Cantonal Integration Programmes (Bahrain #2);	SEM		
6.47	Redouble efforts in all the cantons to avoid discrimination based on race, origin, and sexual orientation and gender identity (Colombia #1);	Kt.		
6.48	Adopt legislation to eliminate the sterility prerequisite for legal change of gender, in conformity with the European Convention on Human Rights (Sweden #3);	BJ		
6.49	Implement the provisions of the previously accepted recommendation to increase ODA to 0.7 of its national income (Syrian Arab Republic #4);	DEZA / Seco		
6.50	Do not consider the reduction of the official development assistance, even while taking cost-cutting measures, and actually increase it to the committed level of 0.7 percent (Bangladesh #1);	DEZA / Seco		
6.51	Increase its official contribution to development assistance to reach the 0,7% of GDP emphasizing capacity building and resilience to follow up on recommendation 123.84 of the second cycle (Haiti #1);	DEZA / Seco		
6.52	Continue to provide humanitarian and development assistance to poor countries to help these countries to bear the humanitarian burden and to promote human rights (Yemen #1);	DEZA / Seco		

6.53	Intensify efforts and cooperative engagement with a view to carrying out the speedy repatriation of already identified illicit funds and proceeds of corruption to countries of origin to aid the latter in the attainment of the Sustainable Development Goals (SDGs)	DV / BJ		
6.54	Take necessary actions to check terrorist financing (Nigeria #2)	DV / BJ		
6.55	Finalize the pending initiatives, including the Federal bill on improving the protection of victims of violence (Namibia #1);	BJ		
6.56	Investigate cases of cruel treatment by law enforcement officers during the arrest, custody and interrogation of suspects and ensure that the perpetrators are brought to justice (Belarus)	Kt.		
6.57	Establish an independent mechanism empowered to receive complaints relating to violence and ill-treatment by law enforcement officers, and conduct timely, impartial and exhaustive inquiries into such complaints (Ecuador #2);	Kt.		
6.58	Open up independent inquiries on the excessive use of force during expulsions of persons from the territory of the Confederation (France #4);	Kt.		
6.59	Adopt appropriate measures against perpetrators of police brutality that affect some asylum seekers, migrants and others (Central African Republic #3);	Kt.		
6.60	Take necessary steps to find a final solution to the problem of overcrowding in some prisons in Switzerland (Russian Federation #1);	Kt. (BJ)		
6.61	Seriously combat human trafficking and sexual exploitation, ensure victim assistance, prosecute human traffickers, as well as enhance further cooperation with countries concerned	KSMM-fedpol / Kt.		
6.62	Take effective measures in ensuring that the victims of trafficking, especially women, are protected and supported in an appropriate manner (Bosnia and Herzegovina #2);	KSMM-fedpol / Kt.		
6.63	Prevent and combat trafficking in persons and intensify the protection of victims (China #3);	KSMM-fedpol / Kt.		
6.64	Review the national action plan against trafficking, strengthening coordination between Confederation, cantons and civil society to ensure a harmonised, robust and victim-oriented response (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland #1);	KSMM-fedpol		
6.65	Adopt a new National Action Plan against Trafficking in Persons with a gender perspective which guarantees the protection of victims without any type of discrimination, in particular regarding their migration status (Honduras #1);	KSMM-fedpol		
6.66	Follow up on offences linked to trafficking of persons irrespectively of the victim's immigration status, in order to prevent the victim from being criminalized during the	KSMM-fedpol / Kt.		
6.67	Increase the sentences for the crime of smuggling of persons, and provide more training for judges, police and investigators on this issue (Mexico #2);	KSMM-fedpol / Kt. / BJ		
6.68	Examine the possibility to establish national helplines for victims of trafficking and domestic violence (Republic of Moldova #1);	KSMM-fedpol / BJ / Kt. (SODK)		
6.69	Address the continued challenge of poverty, particularly among vulnerable groups, such as women and children who are non-citizens (Malaysia #2);	Kt. / BSV		
6.70	Eliminate obstacles to the enrolment of children without identity documents and asylum seekers in secondary education and ensure that foreign children have the highest possible level of education (Iraq #3);	Kt.		
6.71	Continue efforts to ensure equal access to education of vulnerable people including women, children and persons with disabilities (Lao People's Democratic Republic #2);	Kt. / EBG		
6.72	Ensure systematic access to education for all asylum-seeking children (Spain #2);	Kt.		
6.73	Step up measures to prevent suicide, especially among young people (Angola #2);	BAG / Kt.		
6.74	Formulate a national work plan to prevent suicide, especially as Switzerland enjoys a high standard of development, progress and prosperity (Lebanon #1);	BAG		
6.75	Redouble efforts to prevent suicide and detect mental illness in children and youth, promoting the close involvement of parents, teachers and school authorities in schools	BAG / Kt.		
6.76	Continue programmes to eradicate domestic violence and violence against women (Philippines #3);	Kt. / EBG		
6.77	Take measures to combat violence against women, including domestic and sexual violence, with a particular attention to women from minority groups (Russian Federation #4);	Kt. / EBG		
6.78	Continue to combat all forms of violence against women and children, as well as strengthen specialized care for victims (Colombia #3);	Kt. / EBG		
6.79	Continue efforts to eradicate gender-based violence, including domestic violence, by raising awareness in society, ensuring due diligence in the pursuit and prosecution of those who commit such acts and providing relevant training to the competent authorities regarding the protection and prevention of violence against women and girls (Nicaragua #2);	Kt. / EBG		

6.80	Continue the work aimed at amending rules regarding the stay of proceedings in cases of “minor” violence in relationships and regarding the categorization of such cases (Iceland #2);	BJ (Straf)		
6.81	Improve the protection against domestic violence through specialized training for police officers and other persons that act in such cases and take steps to ensure the fair application of the Foreign Nationals Act so as to protect migrant women (Canada #1);	Kt.		
6.82	Continue awareness raising and training of the judiciary and law enforcement personnel as regards all forms of violence against women and ex-officio prosecution (Belgium #2);	Kt.		
6.83	Step up its information and awareness raising actions on female genital mutilation and punish perpetrators of these acts (Burkina Faso #3);	BAG		
6.84	Develop awareness-raising campaigns and ensure that information is readily available to victims of female genital mutilation (Timor-Leste #1);	BAG		
6.85	Continue efforts to achieve gender equality in all fields, particularly in the labour market (Tunisia #3);	EBG /Seco		
6.86	Strengthen their efforts to promote gender equality, including through awareness-raising programmes and the development of a comprehensive national gender strategy (Cyprus #1);	EBG		
6.87	Further promote the advancement of gender equality, including the development of a comprehensive national gender action plan (Kyrgyzstan #3a);	EBG		
6.88	Increase the availability of affordable childcare facilities (Peru #2);	Kt. / BSV		
6.89	Continue efforts empowering women in all levels of decision-making and ensuring their participation in politics, the economy and social life (Lao People’s Democratic Republic	EBG / BK / EPA / BJ		
6.90	Continue its efforts to provide gender equality and promote women’s representation at the decision-making level (Mongolia #1);	EBG / EPA / BJ		
6.91	Take additional measures to promote a better representation of women in politics and economy (Iceland #1);	BJ (ÖffR) (BK / Seco / Kt.)		
6.92	Develop strategies to increase the share of women in leading positions in business enterprises (Germany #3);	Seco / EBG		
6.93	Continue adopting measures to promote equal representation in different spheres of society, as well as efforts to eliminate wage differences based on gender, particularly in the private sector (Uruguay #2);	EBG (BJ, BK, EPA)		
6.94	Step up efforts to address gender wage gaps (Sri Lanka #2);	EBG		
6.95	Take the necessary measures and steps with a view to ensuring gender equality in all sectors of labour in Switzerland (Iraq #1);	EBG / Seco		
6.96	Continue efforts to combat inequalities and discrimination in the work place, particularly with regard to women (Morocco #2);	EBG		
6.97	Take further steps to reduce the gender wage gap (Kazakhstan #1b)	EBG		
6.98	Step up its efforts to eliminate the pay gap between men and women (Belgium #1);	EBG		
6.99	Step up efforts to eliminate the gender wage gap and increase the participation of women in public life (Venezuela (Bolivarian Republic of) #4);	EBG / EPA / Kt.		
6.100	Double its efforts to eliminate the gender wage gap (Sudan #2);	EBG		
6.101	Intensify its efforts in creating more opportunities for women in order to access full-time employment (Myanmar #2);	EBG / BSV / Seco / EPA		
6.102	Continue to strengthen efforts to ensure equality of opportunity and eliminate the gender wage gap (Maldives #2);	EBG		
6.103	Prohibit all practices of corporal punishment (Kyrgyzstan #4a);	BJ / BSV / Kt.		
6.104	Ensure that asylum procedures fully respect the best interest and special needs of unaccompanied children (Sierra Leone #2);	SEM		
6.105	Take the necessary measures so that all the cantons adopt an approach based on promoting the inclusion of boys and girls with disabilities in schools (Argentina #2);	Kt. / EBGB		
6.106	Strengthen the efforts to ensure inclusive education without discrimination for children with disabilities, and guide all cantons to refrain from a segregated approach in this context (Israel	Kt.		
6.107	Continue with the inclusive approach towards children with disabilities, especially in education, as well as increase awareness and training efforts for companies and service providers on the treatment of persons with disabilities and their access to all places, for example, that of persons with guide-dogs (Mexico #4);	EBGB / Kt.		
6.108	Continue efforts to ensure that children with disabilities had access to early childhood education and care, early development programmes and inclusive vocational training opportunities in all cantons (Maldives #1);	Kt.		

6.109	Continue implementing national policies related to persons with disabilities (Libya #1);	EBGB / Kt.		
6.110	Take further measures to bring down the wide pay gap that still exists between men and women in the workplace, reportedly reaching as high as 30%, by assisting women to reconcile work and family life (Israel #1);	EBG / BSV / Seco		
6.111	Continue implementing measures to eliminate wage inequalities between the genders (Cuba #1);	EBG		
6.112	Continue with efforts to effectively address gender pay gap and ensure equal pay for work of equal value in public and private sector and report on the results in the following UPR cycle (Slovenia #1);	EBG (BJ) / Kt.		
6.113	Eliminate the gender wage gap, and ensure an equal salary for men and women for the same work (Lebanon #2);	EBG / BJ		
6.114	Continue in the process of promoting and protecting the rights of members belonging to minority groups (Serbia #1);	SEM / BSV / EBGB		
6.115	Continue with efforts to overcome obstacles faced by the Yenish, Manush, Sinti and Roma in accessing education and preserving their language and lifestyle (Peru #3);	BAK (Kt.)		
6.116	Protect effectively the rights of refugees and migrants and adopt concrete measures to combat and prevent xenophobic violence (China #2);	SEM (Kt.)		
6.117	Continue to examine all potential risks of human rights violations which rejected asylum seekers may face when they are deported to other countries, especially in cases where asylum seekers' children are concerned (Republic of Korea #2);	SEM		
6.118	Ensure full application of the 1951 Convention relating to the Status of Refugees (Azerbaijan #1);	SEM		
6.119	Accelerate significantly asylum procedures and ensure that they respect the principles of the rule of law (Central African Republic #2);	SEM		
6.120	Resolve the problem of lack of capacity in existing centres for registration and processing of asylum applications as well as ensure publication of information on administrative detention of migrants at the federal level (Russian Federation #3);	SEM / Kt.		
6.121	Formalize the statelessness determination procedure and ensure the procedure is fair, effective and accessible to all persons in Switzerland regardless of their legal status; ensure that the definition of "statelessness person" is fully consistent with the definition provided in the 1954 Convention relating to the Status of Stateless Persons (Hungary #3);	SEM		
7.1	Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Andorra #2);	EBGB		
7.2	Consider acceding to the Optional Protocol to the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (Italy #2);	EBGB		
7.3	Ratify the UNESCO Convention against Discrimination in Education (Congo #1);	Kt. (EDK) / SBFI		
7.4	Sign the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons (Guatemala #3);	VBS / DV / ASP		
7.5	Expedite the establishment of an independent national human rights institution in line with the Paris Principles (Sierra Leone #1);	BJ		
7.6	Conclude the process of establishing a human rights institution in conformity with the Paris Principles (Congo #2);	BJ		
7.7	Adopt the draft law aimed at establishing a human rights institution in accordance with the Paris Principles (Côte d'Ivoire #1);	BJ		
7.8	Implement the law to establish a National Human Rights Institution consistent with the Paris Principles (Germany #1);	BJ		
7.9	Continue to take all necessary steps to promptly establish a national human rights institution compliant with the Paris Principles (New Zealand #3);	BJ		
7.10	Ensure an effective and independent mechanism that examines the compatibility between popular initiatives and obligations under international human rights law (Ecuador #1);	BJ / DV / BK		
7.11	Implement the recommendations of the Human Rights Committee, namely to establish an independent national human rights institution with a broad mandate for human rights protection in conformity with the Paris Principles (Georgia #2);	BJ		
7.12	Establish a permanent and independent Human Rights institution compliant with Paris Principles (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland #2);	BJ		
7.13	Establish a national human rights institution that is compliant with the Paris Principles (Philippines #2);	BJ		
7.14	Establish an independent national human rights institution, in accordance with the Paris Principles (Timor-Leste #2);	BJ		

7.15	Establish a national human rights institution in accordance with the Paris Principles (Togo #1); (Greece #2); (Spain #3);	BJ		
7.16	Establish an independent National Human Rights Institute which would be in full compliance with the Paris Principles (Ireland #2);	BJ		
7.17	Establish as soon as possible an independent national human rights institution with a broad human rights protection mandate and adequate human and financial resources, in conformity with the Paris Principles (Liechtenstein #1);	BJ		
7.18	Establish a national human rights institution of human rights, that is financially and legally independent, in line with the Paris Principles (Costa Rica #1);	BJ		
7.19	Establish an independent national human rights institution with a broad protection mandate and with adequate financial and human resources, in accordance with the Paris Principles	BJ		
7.20	Establish a National Human Rights Institution fully consistent with the Paris Principles, ensure its independence and allocate sufficient resources to it (Hungary #1);	BJ		
7.21	Accelerate the establishment of an independent national human rights institution with a broad mandate and adequate human and financial resources, in accordance with the Paris Principles (Mauritania #2);	BJ		
7.22	Create an independent national human rights institution with a broad mandate and matching resources, in accordance with the Paris Principles (Nepal #1);	BJ		
7.23	Adopt a consistent, open, merit-based process when selecting national candidates for UN Treaty Body elections (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland #3);	AIO / DV		
7.24	Establish a national human rights institution that is guaranteed broad competences, as well as institutional and financial independence (Norway #1);	BJ		
7.25	Establish legislative and institutional guarantees to ensure that the popular initiatives are compatible with the obligations under international human rights law (Panama #2);	BJ / DV / BK		
7.26	Take necessary measures to implement the recommendations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination related to setting up an effective and independent mechanism to review the compatibility of popular initiatives with Switzerland's obligations under international human rights law (Algeria #2);	BJ / DV / BK		
7.27	Take measures to explore means to ensure the full implementation of its international human rights obligations by all constituent units of the Swiss Confederation (India #3);	Kt. / BJ		
7.28	Intensify efforts to implement measures to encourage peaceful coexistence among all populations and combat marginalization (Poland #1);	Kt.		
7.29	Provide effective legal protection and fair compensation in case of violation of rights linked to acts of racial discrimination (Belarus #4);	Kt.		
7.30	Increase state-funded security for minority religious community institutions as well as community members, and counter xenophobic and racist discourse against members of minority groups (United States of America #3);	GS-VBS (SVS), (Kt.)		
7.31	Adopt appropriate policies guaranteeing the protection of racial and religious minorities and ensure their legal protection for their rights and combat their discrimination (Egypt #1);	Kt. / GS VBS (SVS) / BJ		
7.32	Promote awareness-raising campaigns on preventing discrimination and bullying based on sexual orientation and gender identity to the broader public, and in particular to students and teachers (Israel #2b)	Kt. / BSV		
7.33	Introduce specific legislation prohibiting discrimination based on gender identity or intersex status (Australia #3);	BJ (ÖffR)		
7.34	Take the necessary steps to put an end to discrimination faced by same-sex couples, in particular, by ensuring they can marry and adopt children (Germany #2);	BJ		
7.35	Take measures on awareness-raising and education about the LGBTI-community, by developing and implementing a concrete national action plan in cooperation with LGBTI civil society organizations for all levels of the state (Netherlands #1);	Kt. / BJ (BAG)		
7.36	Provide state and cantonal authorities with training on human rights for the protection of the rights of transgender people (Portugal #2);	Kt. / BAG		
7.37	Ensure effective human rights training for the protection of transgender persons (South Africa #4);	BJ / Kt.		
7.38	Continue efforts towards building comprehensive, binding and effective mechanisms against corporate abuses by businesses headquartered in Switzerland, especially when operating abroad (Brazil #1);	Seco / AMS / BJ		

7.39	Intensify its oversight over Swiss companies operating abroad with regard to any negative impact of their activities on the enjoyment of human rights, particularly in conflict areas, which includes situations of foreign occupation where the risk of human rights abuses is heightened (State of Palestine #2);	DV / Seco (AMS / StS)		
7.40	Ensure that human rights are respected by multinational corporations (France #1);	Seco / AMS		
7.41	Ensure that Transnational Corporations and Other Business Enterprises operating in or managed from its territory are legally accountable for human rights abuses and violations	BJ (AMS / Seco)		
7.42	Ensure that multinational business enterprises and their subsidiaries are legally accountable for any violations of children's rights and human rights in general (Peru #1);	BJ (Seco / AMS)		
7.43	Increase resources to reduce overcrowding and improve health facilities in prisons, and follow the National Commission for the Prevention of Torture recommendations on youths and juveniles in pretrial detention (United States of America #2);	Kt. (BJ)		
7.44	Carry out a strict and effective separation of women and men as well as children and adult prisoners in all penitentiary establishments of all cantons of the country (Russian Federation)	Kt. / BJ		
7.45	Put an end and abolish the administrative detention of minors and separate them from adults in detention (Syrian Arab Republic #3);	Kt. / SEM		
7.46	Adopt a new action plan against trafficking, reduce the time taken to issue residence permits and remove disparities thereof between cantons and remove structural and individual obstacles to work and training for migrants to combat racial discrimination through legal and administrative measures (Kenya #2);	KSMM-fespol / SEM		
7.47	Adopt a strategy and an action plan at the federal level on gender equality to promote policies at the cantonal level to combat discrimination against women in the public and private spheres and put an end to all forms of violence, in line with the 2030 Agenda	BJ (ÖffR)		
7.48	Strengthen further its system of family allowances and the benefits with a view to ensuring that all children, including children of refugees, and migrant parents, had an adequate standard of living (Iran (Islamic Republic of) #1);	BSV / Kt.		
7.49	Adopt an integrated gender mainstreaming strategy, including through the use of gender-budgeting processes, also taking into consideration Sustainable Development Goal 5 of the Agenda 2030 (Sweden #1);	DEZA / EBG (DFF)		
7.50	Continue to promote a balanced representation of men and women in leadership positions (Angola #1);	BJ / EBG / EPA		
7.51	Continue taking steps in order to reinforce women's representation in leadership and decision-making positions (Bosnia and Herzegovina #1);	BJ / EPA		
7.52	Take mandatory measures to reduce the wage gap between men and women in all areas, and to promote better representation of women in leadership positions (Egypt #3);	Kt. / BK / EPA / BJ / EBG		
7.53	Intensify measures aimed at enhancing the equal representation of women in politics and the economy, both at the confederation and cantonal levels (Namibia #2);	BK / EPA / Kt. / BK		
7.54	Continue with the development and implementation of concrete measures to strengthen the participation of women and young people in decision making and representation, as well as measures to eliminate gender-based violence and other forms of discrimination (Costa Rica)	EBG / Kt. / EPA / BJ / BK		
7.55	Strengthen its efforts aimed at enhancing women's representation in politics and the economy (Kazakhstan #1a)	EBG		
7.56	Develop a strategy to guarantee the rights of women in the labour market and increase the effectiveness of measures to prevent and reduce poverty among vulnerable groups of women (Belarus #2);	EBG / Seco / BSV		
7.57	Adopt legislation allowing for paternity leave (Republic of Moldova #2);	BSV (Seco)		
7.58	Provide protection to maternity and childhood, in particular, introduce additional measures for the protection of families with small children (Russian Federation #5);	BSV / Kt.		
7.59	Adopt laws and executive measures that guarantee that migrant persons with disabilities and with special needs are guaranteed all their rights and to, in particular, protect them (Bahrain)	EBGB / Kt. / BSV		
7.60	Strengthen measures to improve the protection of the human rights of all migrants (Bolivia (Plurinational State of) #1);	SEM / Kt.		
7.61	Revise its asylum law to be consistent with the recommendations of the Swiss Refugee Aid on care and support for unaccompanied minor asylum seekers (United States of America #1);	SEM		
7.62	Ensure minimum reception standards in Federal and Cantonal reception centres across the country (Afghanistan #2)	Kt. / SEM		
7.63	Continue to expand support services for older persons to enhance their participation in society (Singapore #1);	BSV / Seco		

8.1	Consider the possibility of becoming a party to the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Mauritania)	SEM		
8.2	Reconsider the possibility of ratifying the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families (Indonesia #1)	SEM		
8.3	Reconsider ratification of the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Philippines #1);	SEM		
8.4	Consider acceding to International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Uruguay #1);	SEM		
8.5	Sign and ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Bangladesh #2);	SEM		
8.6	Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Senegal #1);	SEM		
8.7	Ratify the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families (Algeria #1); (Egypt #5); (Kyrgyzstan #2)	SEM		
8.8	Ratify promptly the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families, the Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights and the Optional Protocol to the Convention on Rights of Persons with Disabilities (Guatemala #1);	SEM / BJ / DV / EBGB		
8.9	Consider adopting the first Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Romania #1);	BJ / DV		
8.10	Sign the first Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Spain #1a);	BJ		
8.11	Accede to the first Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Bulgaria #1);	BJ		
8.12	Ratify the Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Portugal #3); (Montenegro #1);	Seco / BSV		
8.13	Ratify the 1961 Convention on the Reduction of Statelessness (Côte d'Ivoire #2);	SEM		
8.14	Ratify the 1961 Convention on the Reduction of Statelessness and establish safeguards to guarantee birth registration to all children born in the country who would otherwise be stateless (Panama #1);	SEM		
8.15	Ratify the International Labour Organization Convention No.169 concerning Indigenous and Tribal Peoples (Guatemala #2);	Seco		
8.16	Lift the existing reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Togo #2);	DV / BJ		
8.17	Withdraw remaining reservations made to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Albania #1);	BJ		
8.18	Consider withdrawing its reservation to articles 15 (2) and 16 (1) (h) to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Ghana #1);	BJ		
8.19	Withdraw its reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW) (Kyrgyzstan #3b);	BJ		
8.20	Continue the progress made towards equality between women and men, by increasing and strengthening the representation of women in politics, the economy, academia and the judiciary. In particular, take specific and concrete measures to eliminate the gender wage gap and withdraw reservations to articles 15, paragraphs 2 and 16, paragraph 1 subparagraph h, of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women	BK (EPA / EBG / BJ / Kt. / SBFI)		
8.21	Take early action to withdraw the remaining three reservations regarding the Convention on the Rights of the Child (Sri Lanka #1);	SEM / BJ		
8.22	Withdraw the reservations to Articles 10.1, 37 (c) and 40.2 of the Convention on the Rights of the Child (Togo #3);	SEM / BJ		
8.23	Withdraw its reservations to the Convention on the Rights of the Child (Kyrgyzstan #4b);	BJ		
8.24	Consider withdrawing all reservations to the Convention on the Rights of the Child and those concerning article 15, paragraph 2, and article 16, paragraph 1 (h) of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Burkina Faso #1);	BJ / SEM		
8.25	Fight against disparities among cantons when it comes to the implementation of regulations favouring or protecting human rights (France#2);	Kt.		

8.26	Revise the Article 261bis of the Swiss Penal Code, the legal instrument against racism, in line with the decision of the Grand Chamber of the European Court of Human Rights regarding the Perinçek case to ensure the freedom of expression on a historical issue which is matter of legitimate scholarly debate (Turkey #3);	BJ		
8.27	Introduce amendments to criminal law to expand the list of prosecutable signs of discrimination (Uzbekistan #2);	BJ		
8.28	Introduce legislative measures to expand the prohibition of and protection against discrimination through explicit measures to protect individuals (Canada #2);	BJ (Straf)		
8.29	Include in Swiss law provisions against hate crime and a provision to protect against discrimination and hate speech against specific groups including women, persons with disabilities and refugees (Syrian Arab Republic #2);	BJ		
8.30	Engage the various cantons with a view to once again bringing an anti-discrimination law before parliament (Botswana #1);	Kt.		
8.31	Adopt federal legislation against all forms of discrimination, with a clear definition of racial discrimination (Venezuela (Bolivarian Republic of) #1);	BJ		
8.32	Adopt a comprehensive anti-discrimination legislation to address all forms of discrimination, hate speech and negative stereotypes (Sierra Leone #4);	BJ / Kt.		
8.33	Adopt comprehensive national legislation against discrimination (France #3);	BJ		
8.34	Intensify its efforts for a new comprehensive legislation on tackling discrimination (India #1);	BJ		
8.35	Consider adopting a clear and comprehensive definition of racial discrimination and introduce an overarching provision in its civil and administrative law prohibiting both direct and indirect racial discrimination in all areas of the life (Iran (Islamic Republic of) #2);	BJ / Kt.		
8.36	Adopt a clear and comprehensive legal definition of racial discrimination (Namibia #3);	BJ (ÖffR)		
8.37	Take the necessary measures to adopt in its national legislation a clear definition of racial discrimination and that prohibit racial discrimination in all its forms (Argentina #1);	BJ		
8.38	Implement the recommendation made by the Committee on the Elimination of Racial Discrimination concerning the adoption of a clear and comprehensive definition of racial discrimination and ensure that its national legislation is made uniform in this regard (Burkina Faso #2);	BJ (ÖffR)		
8.39	Include a comprehensive definition of racial discrimination and a definition of torture in the relevant laws (Mongolia #2);	BJ		
8.40	Establish a comprehensive, robust and effective legislative mechanism aiming at the prohibition and legal sanction of all forms discrimination (Madagascar #1);	BJ		
8.41	Adopt effective legal and administrative measures to forcefully combat xenophobic and racial discrimination, and genuinely protect the rights of ethnic minorities (China #1);	BJ / Kt.		
8.42	Introduce legislation uniformly across the Confederation that explicitly protects LGBTI persons from discrimination. In preparing this Act, the issues faced by LGBTI persons should be taken into account (Ireland #1);	BJ		
8.43	Take appropriate measures to introduce a law on equality of treatment taking particularly into account the interests of LGBTI minorities, persons with disabilities, women and other vulnerable groups (Greece #1);	BJ		
8.44	Adopt a policy and an action plan at the federal level to combat discrimination and violence against LGBTI persons, and in particular include them in national studies on suicides	Kt.		
8.45	Adapt the surveys conducted by the Swiss Federal Statistical Office in order to include trans people and reflect the findings in the following UPR cycle (Slovenia #2);	BSF		
8.46	Monitor the activities of overseas Swiss companies (Egypt #4);	Seco / AMS		
8.47	Establish a regulatory national framework to assess the human rights and the environmental impact of businesses headquartered in Switzerland (Haiti #2);	Seco / AMS		
8.48	Enact legislation and adopt measures to ensure that businesses and their branches operating in Switzerland are accountable for any violations of human rights or damage to the environment around the world (Iraq #2);	Seco / AMS		
8.49	Put an end to the policy of imposing unilateral coercive measures against other countries and take initiatives to eliminate those unilateral punitive measures that violate human rights in targeted countries and constitute a breach of the terms of Article 1(2) of the provisions of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights because this is a national decision whose consequences go beyond Swiss borders (Syrian Arab Republic #1);	Seco / DV		
8.50	Establish torture as a criminal offence, in terms fully in line with article 1 of the Convention against Torture (Togo #5);	BJ		

8.51	Typify torture as a specific crime, with all the elements of the definition of Article 1 of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment; take measures to prevent police brutality, particularly against migrants, asylum seekers and foreigners; and adopt an effective and independent mechanism to address complaints (Venezuela (Bolivarian Republic of) #2);	BJ / Kt.		
8.52	Include a definition of torture in its Criminal Code incorporating all elements contained in Article 1 of the Convention against Torture, or other cruel, inhuman or degrading treatment or Punishment (New Zealand #1);	BJ		
8.53	Incorporate in the Swiss criminal code a prohibition of all forms of torture (Egypt #2);	BJ		
8.54	Extend free legal advice and aid to persons appealing their convictions (India #2);	Kt. / BJ		
8.55	Take measures to reduce prison overcrowding in the country, particularly in the Champ-Dollon prison, and ensure that no one is detained preventively beyond 48 hours (Venezuela (Bolivarian Republic of) #3);	Kt. (BJ, SEM)		
8.56	Although Switzerland raised the minimum age of criminal responsibility of children from 7 to 10 years of age, it is recommended continue with efforts to bring the minimum age of criminal responsibility to an acceptable level according to international standards (Colombia	BJ		
8.57	Raise the minimum age of criminal responsibility to an internationally acceptable level (Montenegro #2);	BJ		
8.58	Protect and support the family as the natural and fundamental group unit of society and in doing so maintain the definition of marriage as the right of men and women of marriageable age to marry and to found a family, in keeping with article 23 of the International Covenant on Civil and Political Rights (Kenya #1);	BJ		
8.59	Prohibit assisted suicide to protect the human rights of the elderly, sick, disabled and other vulnerable members of society in line with their commitment to the right to life, health and non-discrimination (Kenya #3);	BJ		
8.60	Further strengthen efforts to eliminate the gender wage gap through temporary special measures (Myanmar #1);	EBG / BJ		
8.61	Adopt legislation which explicitly prohibits corporal punishment of children in all settings, including in the home (Sweden #2);	BJ		
8.62	Strengthen and implement the effective protection and full integration into society, of migrants, refugees, asylum seekers and minorities; including the commitments of the New York Declaration (Costa Rica #3);	Kt. / SEM		
8.63	Decriminalize irregular migration (Brazil #2);	SEM		
8.64	Ensure that family reunification of refugees and migrants are respected in the asylum process (Afghanistan #3);	SEM / Kt.		
8.65	Accelerate the entry into force of the amendments to the Swiss Law on Asylum concerning judicial assistance (Togo #4);	SEM		
8.66	Provide cantons with unified standards for housing and living conditions for asylum seekers and refugees (Canada #3);	SEM / Kt.		
8.67	Make the process of recognition of professional qualifications acquired abroad more flexible, to facilitate access to the labour market for refugees, asylum seekers and provisionally admitted persons (Portugal #1);	SBF1		

	accepted
	open
	noted